

En Afrique, le grand repli des entreprises françaises

COMMERCE // Il y a un an, Emmanuel Macron appelait à un « réveil économique » tricolore en Afrique. Mais l'attentisme prévaut et la nouvelle relation réclamée de part et d'autre peine à se concrétiser.

C'est la pièce maîtresse du grand plan de réformes du président Patrice Talon pour faire décoller l'économie du Bénin, un confetti de 13 millions d'habitants accolé au géant nigérian. Grâce à la zone industrielle de Glo-Djigbé, le pays espère attirer des investisseurs du monde entier pour transformer et valoriser sur place ses matières premières agricoles, à commencer par le coton, dont il est le premier producteur mondial. Pour transformer l'essai, l'ambitieux dirigeant a vu très grand. Plus de 1.640 hectares de surface, une route à deux voies pour relier le site à la capitale économique. Cotonou, des panneaux solaires pour afficher un bilan neutre en carbone.

Trois ans après le démarrage de ce chantier pharaonique, les entrepôts et les usines s'alignent déjà à perte de vue. « Avant il n'y avait rien ici, c'était la brousse », raconte, encore un peu ébahi, un représentant d'Arise, la multinationale de Singapour qui exploite la zone industrielle avec l'Etat béninois. A l'intérieur des bâtiments, dont la modernité contraste avec le dénuement des villages alentour, des centaines d'employés s'affairent à coudre des vêtements, à trier des noix de cajou ou à tisser le coton.

Une trentaine d'investisseurs ont déjà sauté le pas, attirés par les nombreuses mesures incitatives mises en place : exemption de droits de douane, exemption d'impôt sur les sociétés et un prix bas garanti de l'électricité. Ils sont indiens, vietnamiens, émiratis, ivoiriens, camerounais, béninois mais... pas un seul Français. Une absence troublante dans ce pays qui a le français pour langue officielle et dont l'élite a souvent fait une partie de ses études dans l'Hexagone. Le risque pour Paris est de rater le coche dans une économie parmi les plus dynamiques d'Afrique subsaharienne, avec une progression attendue à 6,3 % cette année par le Fonds monétaire international.

« Venez investir chez nous »

« Je ne vois pas pourquoi on pourrait avoir des investisseurs asiatiques et américains mais pas français. La France a un savoir-faire industriel et nous souhaitons en bénéficier », a plaidé Létondji Beheton, directeur général de la Société d'Investissement et de Promotion de l'Industrie, devant des chefs d'entreprise français venus à Cotonou, en décembre, avec une délégation de Bpifrance et du Medef International.

Ici, pas de slogans antifrançais. « Venez investir chez nous », c'est le message qu'ont entendu les patrons français dans chacun des ministères où ils ont été reçus lors de leur visite. Car les besoins du pays, où la moitié de la population a moins de 40 ans, sont immenses. Pourtant, les entreprises françaises ne se bousculent pas au portillon, même si elles ne sont pas totalement absentes du paysage : un nouveau village de

vacances devrait bientôt être exploité par le Club Med, tandis qu'Accor ouvrira prochainement un Sofitel à Cotonou où les habitants font leurs courses chez Auchan, pour ne citer que quelques exemples.

Mais dans les hôtels de la plus grande ville du pays, on parle souvent chinois – entre autres. Le Français Eric Renaud, patron de la société Sonama, chargée de piloter la mécanisation de l'agriculture, aurait bien aimé donner un coup de pouce à des entrepreneurs de l'Hexagone. Mais le dirigeant se fournit principalement auprès d'entrepreneurs indiens, « très bons et proactifs ». Outre des prix « divisés par deux », ils proposent souvent des lignes de crédit à taux préférentiels pour financer l'achat de matériel. Les fournisseurs chinois, il en est revenu, en revanche. Il fait de plus en plus commerce avec des entreprises italiennes qui « ont la gnaque ». « Quand on leur demande quelque chose qui n'est pas exactement dans le catalogue, ils envoient quelqu'un sur place. Les Français, eux, nous répondent : "ce n'est pas dans le catalogue" ».

Chine, Inde, Turquie, Maroc, pays du Golfe : ces nouveaux acteurs taillent des croupières aux entreprises françaises, en particulier en Afrique francophone. En vingt ans, la part de marché de l'Hexagone à l'échelle du continent a été divisée par deux, passant de 10,6 % en 2002 à 4,4 % en 2022, selon les chiffres de la Coface, l'assureur-crédit à l'export. Dans le même temps, la part de la Chine est passée de 3 % à 18,8 %.

Etienne Giros, le président du Conseil français des investisseurs en Afrique, organisation patronale privée, refuse d'y voir un désengagement économique de la France, mais plutôt un changement de paradigme. Au cours des dernières décennies, l'Afrique

s'est ouverte au commerce international : le volume d'affaires de la France y a augmenté mais moins rapidement que pour ces nouvelles nations conquérantes.

Les Toyota ont remplacé les Peugeot

La France demeure solide dans la distribution, l'énergie (avec Total) ou encore les télécoms et les médias (Canal+ et Orange). Elle a en revanche cédé beaucoup de terrain dans la pharmacie et l'automobile. Les rues des grandes villes d'Afrique francophone en témoignent : il y a cinquante ans, elles étaient encombrées d'anciens modèles Peugeot et Citroën. Aujourd'hui, les voitures allemandes et japonaises ont pris leur place.

D'autres statistiques nuancent l'apparent recul français : en matière de stocks d'investissements directs étrangers, la France demeure sur le podium (54 milliards de dollars en 2022), derrière le Royaume-Uni (60 milliards). Le nombre d'entreprises françaises ayant une filiale en Afrique a en outre doublé au cours des dix dernières années pour atteindre 4.200, générant des revenus qui, par définition, n'entrent pas en compte dans les statistiques des douanes.

Mais une petite musique lancinante se fait entendre : il y a eu le départ spectaculaire de Bolloré, pilier de la présence française en Afrique, qui a revendu sa logistique à l'armateur MSC en décembre 2022. S'il était confirmé, celui de la Société Générale du Maroc serait fracassant. Elle est la dernière grande banque française à conserver une large présence dans la région, BNP Paribas et Crédit Agricole ayant depuis longtemps réduit la voilure.

Selon nos informations, d'autres projets de désengagement sont à l'étude dans les états-majors de grands groupes français. « Quand vous êtes sur du temps long, c'est compliqué de gérer une instabilité politique et monétaire aussi forte. On préfère investir ailleurs, notamment en Asie », confie un dirigeant, qui préfère ne pas communiquer sur le sujet. Etienne Giros évoque pour sa part une « tiédeur ». « On le ressent depuis le Covid : on regarde avec moins d'acuité les nouveaux projets, on ne répond plus à certains appels d'offres sur lesquels on n'a aucune

« Il y a peu de revenus par contre il peut y avoir beaucoup de problèmes réglementaires. A un moment, l'arbitrage est vite fait. »

UN BANQUIER PARISIEN

chance de gagner. » La vague de coups d'Etat au Sahel – Mali, Burkina Faso, Niger – et les images d'enseignes hexagonales pillées par des manifestants brandissant des pancartes « La France dehors » n'ont pas arrangé les choses. Au Sénégal, l'arrivée en tête de l'opposant Bassirou Diomaye Faye au premier tour de l'élection présidentielle pourrait ouvrir la voie à un séisme politique. Prônant le rétablissement de la « souveraineté » nationale, il milite entre autres pour la sortie du franc CFA. « Les Africains nous disent "vous nous abandonnez" et nous, on leur répond "mais vous ne voulez pas de nous" », résume un ancien ministre français qui connaît bien la région.

Pour Arnaud Floris, responsable pour l'Afrique de l'Ouest et du centre chez Bpifrance, c'est avant tout la présence militaire de la France dans la région qui génère du ressentiment. Le dirigeant, qui passe une grande partie de l'année sur le continent africain, assure ne pas constater de rejet des entreprises françaises, regrettant le discours décliniste et anxigène qui est souvent fait depuis Paris. « Ce qui se passe, c'est une montée du désir de souveraineté économique dans les pays francophones. C'est une nouvelle réalité qu'il faut intégrer ».

Si l'instabilité géopolitique peut freiner certains projets d'investissements, ce n'est pas toujours le principal souci de ceux qui sont installés sur place. Depuis la loi Sapin 2, qui a durci le cadre français de la lutte contre la corruption, la conformité au droit donne des sueurs froides aux dirigeants de groupes cotés. Ils craignent de se retrouver

devant un juge à Paris parce qu'un salarié d'une filiale aurait accepté de verser « un paiement de facilitation » pour débloquer de la marchandise à la douane, par exemple. Un risque judiciaire qui se double d'un risque médiatique avec les mises en causes régulières émanant d'ONG. Autant d'aléas auxquels ne sont pas soumis d'autres nations moins regardantes.

« Il y a peu de revenus. En revanche, il peut y avoir beaucoup de problèmes réglementaires. En Afrique, beaucoup de gens n'ont pas de pièce d'identité, ils font plutôt du paiement par téléphone. Les KYC [Know Your Customer, processus permettant de vérifier l'identité des clients d'une entreprise, NDLR] sont difficiles à prouver. A un moment, l'arbitrage est vite fait », explique un banquier parisien.

Une politique africaine de la France mal comprise

Faire du business dans la région demande souvent du temps et de l'adaptabilité, autant de concessions que les chefs d'entreprise ne sont pas toujours prêts à faire. « Avec les Français, il faut que ce soit ceinture et bretelles. Autant dire qu'ici ça ne marche pas », regrette un entrepreneur béninois.

Il y a un an, cette frilosité était justement pointée du doigt par Emmanuel Macron. « L'Afrique est devenue une terre de compétition », il faut « aller s'y battre », avait martelé le président. Une remontée de bretelles fraîchement accueillie dans les milieux économiques. Ils ne se privent pas de mettre en cause une politique africaine « que personne ne comprend », plombée par les maladroites (la plaisanterie du chef de l'Etat sur son homologue burkinabé – « il est parti réparer la climatisation » – n'est toujours pas passée, sept ans après).

La France « est sur la défensive et tâtonne quant à l'attitude à adopter », constate, sévère, le rapport de la mission d'information parlementaire sur les relations entre la France et l'Afrique, publié en fin d'année dernière. « Si elle [la France] demeure performante dans une partie de l'Afrique, notamment anglophone, [...] elle s'est comme endormie dans son ancien pré carré », dit le rapport. Le potentiel est pourtant immense dans un continent jeune, appelé à devenir un gisement de croissance. Pour un haut responsable béninois, la solution viendra des PME. « J'ai dit à mes partenaires français que l'approche par grands contrats, grands projets, c'est très bien mais l'approche par investissements, c'est mieux : cela permet de créer de l'emploi et de faire le lien avec la jeunesse africaine. » « Il y a beaucoup d'incompréhensions, malheureusement. Mais quand les petites entreprises vont parler entre elles, on va recréer le lien », espère ce responsable qui se dit confiant. Plusieurs projets français pourraient bientôt se concrétiser à Glo-Djigbé.

4,4 %

LA PART DE MARCHÉ DE LA FRANCE EN AFRIQUE

En vingt ans, elle a été divisée par deux.

